

— ASSOCIATION DES —
MAIRES
& PRÉSIDENTS
D'INTERCOMMUNALITÉS DE LA

MARNE



RAPPORT MORAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
06/11/2021

Monsieur le Préfet,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Monsieur le Président du Conseil départemental de la Marne,
Mesdames et Messieurs les maires et présidents d'intercommunalités, mes chers collègues,
Mesdames et Messieurs les élus départementaux et régionaux,
Mesdames et Messieurs les représentants des administrations et juridictions d'État,
Mesdames et Messieurs les officiers et sous-officiers,
Monsieur le Président du Capitole,
Mesdames Messieurs, chers amis,

Je ne vais pas reprendre les qualités des uns et des autres, je l'ai déjà fait tout à l'heure.

Permettez-moi de vous redire le plaisir qui est le mien et celle des membres de notre conseil d'administration de vous accueillir toutes et tous, à l'occasion de ce Congrès Départemental.

Mes premières pensées iront - cela ne vous surprendra pas - à nos collègues qui ont été victimes de cette terrible crise ou éprouvés par la perte d'un être cher. Nous avons tous en tête le souvenir de quelques amis élus, qui nous manquent aujourd'hui ou qui ont vécu douloureusement cette crise que nous n'avions pas vu venir et qui, nous le savons maintenant, n'a épargné aucun pays.

Nous venons, Mes Chers Collègues, de traverser une période inédite et d'une rare complexité. Peu d'élus avant nous, auront eu à gérer une crise d'une telle ampleur - et mon propos vaut également pour tous les responsables de services ou de juridictions de l'État - confrontés que nous étions tous à un ennemi invisible dont nous ne savions rien ou presque.

Si le rebond récent du virus en Angleterre, en Allemagne ou aux Pays-Bas m'incite évidemment à la prudence et doit nous inviter à la vigilance, je crois néanmoins pouvoir affirmer que grâce à la vaccination massive, le plus dur est probablement derrière nous. S'il nous faudra collectivement tirer tous les enseignements de cette crise, je veux, ce matin, saluer l'implication des élus de notre pays et l'efficacité de nos collectivités.

Si on a, à juste titre, loué le rôle et l'investissement personnel exemplaires des professionnels "de la première ligne" (je pense évidemment à nos personnels de santé, à toutes les personnes qui étaient dans des EHPAD ou des établissements pour les personnes âgées... Je pense aussi à certains de nos personnels, dans les crèches, les rippeurs... qui ont été réquisitionnés), je veux, ce matin, souligner le rôle irremplaçable des élus locaux. Un rôle souvent discret mais ô combien important dans un moment angoissant pour toutes et tous.

Au cours de ces vingt derniers mois, il a fallu :

- rassurer nos concitoyens, effrayés évidemment par la soudaineté et la violence de la crise, désemparés aussi par le déferlement ahurissant d'informations contradictoires émanant des chaînes d'informations,
- assurer le ravitaillement des personnes isolées, privées de famille ou privées de moyens de transport,
- maintenir le lien social avec les personnes seules et avec les personnes démunies
- apporter réconfort aux personnes endeuillées et tenter de réhumaniser les moments de deuil, eux-aussi strictement réglementés au plus fort de la crise,
- assurer la continuité du service public de proximité,
- inventer des accueils particuliers pour les enfants de nos soignants et des personnels réquisitionnés au plus dur de la crise,
- acheter des masques et en assurer la distribution à chacun de nos habitants,
- soutenir les activités économiques au sortir du premier confinement,
- épauler l'État dans la montée en puissance de la vaccination,

- mobiliser des moyens logistiques et humains et assurer le bon fonctionnement des centres de vaccination
- inventer des moyens mobiles de vaccination pour amener ce geste médical au plus près des plus fragiles,
- aujourd'hui aider au redémarrage de la vie associative, durement affectée par cette longue interruption d'activité.

Je ne vais pas énoncer toutes les choses que nous avons eues à faire les uns et les autres, mais cela reflète le rôle indispensable de nos collectivités et de nos élus, je tenais à le souligner.

À cette occasion, les collectivités ont fait preuve de réactivité, d'agilité, de bon sens, de connaissance de l'humain qui nous ont permis de démêler bien des situations sensibles et d'apporter une réelle valeur ajoutée.

Cette crise a démontré à ceux qui pouvaient en douter que l'État, notamment dans notre département, a pu et peut compter sur les élus locaux et leurs collectivités et il est souhaitable qu'à l'avenir, elles soient toujours mieux associées aux politiques de l'État.

Mes propos ne visent en rien les représentants de l'État sur le terrain, qui ont été à notre écoute et soucieux de faciliter les choses, dans les limites de leurs propres obligations. Je ne compte plus les innombrables coups de fil et visioconférences que nous avons eues avec Monsieur le Préfet et l'ensemble des services de l'État qui ont été constamment à nos côtés. Grâce à eux - grâce à vous tous, Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs - la Marne a fait front et démontré un esprit d'entraide remarquable auquel je veux évidemment associer le Conseil Départemental et le Conseil Régional dans leur champ de compétences respectifs.

"Le bon sens près de chez vous" disait autrefois une publicité d'un groupe bancaire bien connu dans notre département. Cette crise doit nous conduire, à l'avenir à davantage de déconcentration administrative et sans doute à davantage de décentralisation parce que, que l'on soit du côté de l'État ou du côté des collectivités, on gère mieux les choses, quand on est au contact des réalités locales, ce qui ne retire rien, évidemment, aux responsabilités stratégiques de l'État. Il en sera question, très certainement, dans le débat national qui nous occupera au cours du premier semestre prochain.

Aujourd'hui, alors qu'il nous faut rester vigilant sur le front sanitaire, j'insiste sur le sujet car c'est quelque chose que nous ne voulons plus subir comme nous l'avons subi l'année dernière, d'autres défis nous attendent. Ces défis sont sûrement moins violents. Encore que...

Je veux d'abord parler des deux sujets majeurs que sont le dérèglement climatique et la disparition de la biodiversité. Au moment où le monde entier, à quelques exceptions près, se réunit à Glasgow dans le cadre de la COP 26, cette question s'impose au cœur de nos préoccupations. Si évidemment, les engagements des États et de l'Union Européenne revêtent la plus grande importance, nous ne pouvons pas tout attendre des grands dirigeants de la planète. Car tout va aussi se jouer sur le terrain.

En 1972, lors du premier sommet de la Terre à Stockholm un célèbre agronome d'origine française, René DUBOS, avait résumé sa pensée d'une formule demeurée célèbre : "Penser global, agir local". Il avait raison. Car le dérèglement climatique, c'est sur le terrain qu'il s'observe et c'est dans nos communes, dans nos territoires qu'il va falloir passer à l'action.

Souvenez-vous cette année :

- des trois orages qui se sont succédé en quinze jours à Reims et qui ont mis une partie de la ville sous les eaux,
- des communes de notre département inondées par la montée en charge de leurs rivières,
- de la tornade qui frappé les communes de l'extrême ouest de notre département et surtout de l'Aisne laissant des centaines de logements sans toiture

- des drames humains de cet été chez nos voisins belges ou allemands où des quartiers ont été littéralement submergés et emportés.

Pensez que la Sicile a connu en moins de trois mois les températures les plus élevées jamais enregistrées en Europe de toute l'histoire et un an de pluie en moins de 48 h. Des phénomènes climatiques que jamais nous n'avions connus. Les phénomènes climatiques sont de plus en plus violents et imprévus et le risque nous guette toutes et tous. Sans vouloir "jouer les oiseaux de mauvaise augure", nous allons subir, dans les prochaines années, des phénomènes climatiques violents qu'il va falloir gérer au mieux, c'est une certitude. J'espère évidemment que notre département sera épargné, mais ces tempêtes sont imprévisibles, ces phénomènes climatiques sont d'une violence inouïe et il n'est pas impossible que nous ayons à les subir.

Pour le monde agricole, l'impact est terrible et l'incertitude devient la règle. Les sécheresses alternent avec les précipitations diluviennes au point de rendre chaque année périlleuse avec un impact évident sur les rendements attendus. Pour la viticulture ce sont des gels tardifs mais également des maladies qui jusque-là nous avaient épargnés. Quant à notre patrimoine forestier, un grand nombre de communes de notre département y est sensible, il devient lui aussi vulnérable comme en témoigne le désastre qui frappe les épicéas, victimes des scolytes directement liés au réchauffement climatique.

Pour les prochaines années, ce sont des vagues de chaleur, des sécheresses à répétition, des épisodes pluvieux toujours plus violents qui nous attendent... Le dérèglement climatique, ce n'est pas que l'affaire des pôles, de la Sibérie ou de la Californie, c'est aussi notre actualité et nous allons devoir évidemment nous y pencher sérieusement, car nous serons en première ligne.

L'autre péril, c'est la disparition de la biodiversité. Le phénomène est sans doute moins apparent. Il n'en est pas moins préoccupant. Au cours des 25 dernières années, ce sont 80% des insectes qui ont disparu et plus de 20% des oiseaux. Il suffit de se balader en forêt pour se rendre compte que cela n'a plus rien à voir avec ce que c'était auparavant. Et chaque jour, le mal s'aggrave.

La première cause de cette perte de biodiversité, c'est l'activité humaine à travers le changement d'utilisation des terres et les pressions de tous ordres que nous exerçons sur la nature à travers nos modes de consommation et de production.

État, collectivités, entreprises publiques, entreprises privées, promoteurs, investisseurs, nous avons tous une part de responsabilité car la culture dominante, depuis des décennies, nous poussait tous à consommer toujours plus d'espace pour aménager un rond-point, un nouveau lotissement ou une zone d'activités. Nous, élus, pensions tous qu'un mandat réussi était un mandat qui voyait notre population augmenter et davantage d'hectares urbanisés. Il nous faut aujourd'hui changer notre logiciel. Là aussi, nous serons, Mes Cher Collègues, en première ligne.

Nous devons prendre conscience que nous sommes à un point de bascule qui commande des changements profonds, dans l'univers urbain comme dans nos territoires ruraux. Et ces changements, nous allons devoir progressivement les mettre en œuvre sur le terrain.

Nous le devons pour garantir aux générations futures une qualité de vie. Notre rapport à la Nature doit changer et avec lui, celui de nos habitants, ce qui ne sera pas le plus simple. Notre rapport aux déchets doit changer : quand on sait que plus de la moitié du contenu de nos poubelles est recyclable et que l'économie circulaire représente un gisement considérable encore inexploité aujourd'hui. Notre rapport à l'énergie doit changer et il nous faudra, d'une manière ou d'une autre, participer au développement des énergies renouvelables dont RTE vient de démontrer qu'il n'était plus une option mais une nécessité absolue. Notre rapport aux ressources naturelles doit changer, à commencer par la protection de la ressource en eau qui sera, dans quelques années, une ressource rare à certaines saisons et qui risque de mettre en péril bon nombre d'activités économiques qui, aujourd'hui, utilisent beaucoup l'eau et qui, dans 10 ans, risquent de

devoir fermer plusieurs mois pour pouvoir faire face à une situation de rareté de l'eau. Cela sera, pour ces entrepreneurs mais également pour chacun d'entre nous et pour le monde agricole évidemment, un véritable souci.

Les élus locaux que nous sommes, sont au cœur de tous ces changements car c'est au niveau local et intercommunal que les changements vont devoir se concrétiser. Il va ainsi falloir repenser nos politiques d'urbanisme, responsables en partie de l'artificialisation des sols. Il va falloir repenser la gestion et la prévention des déchets, c'est une évidence. Il va nous falloir nous organiser pour faciliter le développement des énergies renouvelables et, pourquoi pas, devenir nous-mêmes des producteurs d'énergie à l'échelle de nos territoires. Les villes allemandes, historiquement, sont toutes productrices d'énergie, elles ont des régies de production d'énergie : est-ce qu'il ne faut pas, dans quelques années, à l'échelle du département, à l'échelle de nos territoires, à d'autres échelles, devenir producteurs d'énergies renouvelables ? Il va falloir encourager de nouveaux modes de déplacement.

Je ne vais pas énoncer ici tout ce qui nous attend mais, croyez-moi, et je m'adresse ici notamment aux 82 nouveaux élus présents, nous n'allons pas manquer de travail. La tâche n'est pas impossible car, dans chacun de ces domaines, les solutions existent. Mais il nous faut repenser nos modes de vie et de développement pour que la Nature qui nous entoure ne devienne pas demain notre "mer de glace". Pour celles et ceux qui sont allés à la mer de glace depuis une dizaine d'années : j'ai eu la chance d'y aller quand j'avais 7 ou 8 ans, c'était impressionnant. Aujourd'hui, on ne voit plus que des cailloux. Tout simplement parce qu'évidemment, le réchauffement climatique a produit son effet sans qu'on s'en rende compte. Demain, il ne faudrait pas qu'on se réveille pour se rendre compte qu'il n'y a plus de biodiversité autour de nous... Quand on sait que les pollinisateurs, notamment, ce sont principalement les insectes et les oiseaux, nous serions tous en péril.

Nous allons devoir convaincre nos concitoyens de changer d'attitude et cela ne va pas être une mince affaire. Nous allons être, à l'échelle de nos territoires, les artisans de ce changement profond et ce, quelle que soit la taille de nos communes.

À ceux qui pensent cette mission impossible, je dirais que beaucoup de nos concitoyens - pas tous, certes ! - pensent aujourd'hui que c'est indispensable. Il y a dans nos villages, dans nos communes, des acteurs du changement en la matière, il faudra que nous puissions prendre appui sur eux pour parvenir à changer ces comportements. Et il est vrai que nous allons devoir entraîner nos concitoyens vers ce changement à un moment où le respect de la règle commune n'est plus évident ; où la contestation de l'autorité tend à se banaliser. C'est un autre défi qui nous attend comme en témoignent les situations de plus en plus conflictuelles auxquelles nous sommes confrontés. Dépôts sauvages, rejets intempestifs dans nos rivières, rodéos urbains, troubles du voisinage, insultes aux guichets des services public... Ces actes deviennent parfois monnaie courante et nous exposent.

"Être à portée d'engueulade", pour reprendre l'expression de Gérard LARCHER, c'est notre vocation. C'est inhérent à la fonction d'élu de proximité et cela fait la richesse du mandat local. Être la cible d'insultes, de menaces ou pire de violence, ce n'est pas acceptable. Il m'est arrivé plusieurs fois, dans le cadre de mes responsabilités, d'entendre le témoignage d'élus menacés ou violentés dans le cadre de leurs fonctions. Ce n'est pas tolérable. C'est même révoltant. C'est la raison pour laquelle nous débattons de ce sujet, dans un instant, avec M. le Procureur de la République de Reims et deux chargées de mission de la justice de proximité des tribunaux judiciaires de Châlons-en-Champagne et de Reims. C'est la raison pour laquelle, à l'issue de mon intervention, je vous proposerai une modification de nos statuts pour permettre à notre association de se constituer partie civile à chaque fois qu'un élu est agressé.

L'institution municipale représente un élément de stabilité qui garantit la bonne administration du pays et la vitalité de nos territoires. La République ne serait rien sans ses fantassins que sont les élus locaux, au contact permanent des réalités locales et de nos concitoyens dans les bons moments comme dans les moments les

plus douloureux. C'est sans doute pour cela que le Maire demeure l'autorité préférée de nos concitoyens. Raison de plus pour ne jamais laisser un ou une de nos collègues confrontés à une situation de violence.

Au terme de mon rapport moral, certains vont sans doute se dire "Franck il nous a bien plombé l'ambiance alors qu'on se faisait une joie de nous retrouver". Je ne connais pas un élu qui pense à esquiver un problème lorsqu'il survient. Notre ADN, c'est le sens des responsabilités. C'est l'action. C'est pourquoi, j'ai voulu vous passer ce message, parce que, au moment où nous sortons d'une crise terrible, d'autres crises vont intervenir. C'est la vie qui veut ça, c'est l'évolution du monde qui veut ça, et nous devons être au rendez-vous.

En conclusion, je veux vous dire à chacun d'entre vous que vous n'êtes pas seuls ; que l'État et ses institutions sont à nos côtés, ils l'ont démontré à de multiples reprises et je remercie une fois encore l'ensemble des services de l'État de leur efficacité et de leur proximité dans les moments les plus difficiles ; que nos intercommunalités disposent aussi de moyens d'action importants - tous les présidents d'intercommunalité ici présents le confirmeront, nous devons encore travailler et gagner davantage de proximité dans notre gouvernance pour que tous les élus dans nos territoires soient intimement convaincus qu'ils peuvent en toute circonstances compter sur nos intercommunalités ; et que notre association est là. Son rôle est d'être à votre écoute pour vous conseiller et vous former. Et nous avons, au sein de notre association une formidable équipe, dirigée aujourd'hui par Karine ROLLAND, avec des collaborateurs extrêmement dévoués et extrêmement efficaces et je veux leur rendre hommage - avant l'hommage à Yolande ARTS qui a quitté ses fonctions le 30 septembre dernier et qui, je l'illustrerai tout à l'heure par quelques exemples, a donné une impulsion absolument extraordinaire à notre association, sous, notamment, la présidence d'Yves DETRAIGNE, que j'inviterai à monter avec elle dans un instant. Croyez-moi, pour rencontrer un certain nombre de présidents d'associations départementales, beaucoup, pour ne pas dire tous, nous envient d'avoir voulu collectivement avoir une association de cette qualité, dotée de moyens humains, techniques et matériels... Dans la période de crise, je peux vous dire que c'était un atout extraordinaire.

C'est sur ces paroles réconfortantes que je veux terminer mon rapport moral en vous remerciant une fois de plus de votre présence nombreuse et de votre écoute attentive. On est 517 selon les inscriptions hier soir, on est tout proche du record, qui sera battu l'année prochaine, je n'en doute pas. Cela prouve que ce congrès départemental a du sens et de l'intérêt pour vous et, croyez-moi, c'est pour nous le plus formidable des encouragements. Merci beaucoup.